

Bruxelles, le 8 mai 2015  
(OR. en)

8658/15

COPEN 115  
EUROJUST 93  
EJN 42

#### NOTE

---

Origine:	Mme Anne Vibe Bengtsen, attachée chargée des questions relatives à la justice, Représentation permanente du Danemark auprès de l'Union européenne
en date du:	14 avril 2015
Destinataire:	M. Rafael Fernández-Pita y González, Directeur général, Conseil de l'Union européenne

---

Objet:	Mise en œuvre de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales - Notification du Danemark
--------	--

---

Monsieur le Directeur général,

Le ministère de la justice du Danemark souhaiterait informer le Conseil et la Commission de ce qui suit:

#### **1. Informations générales**

La décision-cadre du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales vise à instaurer un mécanisme destiné à traiter les cas où deux États membres ou davantage sont compétents pour connaître d'une infraction et souhaitent exercer cette compétence en vue d'engager des procédures judiciaires (conflits de compétence).

La décision-cadre comprend des règles en matière d'échange d'informations dans les cas où il existe des raisons de croire que des procédures parallèles sont en cours, ainsi qu'en matière de consultations directes lorsqu'il est établi que de telles procédures parallèles existent.

L'adoption de la décision-cadre relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales n'a pas entraîné de modification en droit danois car les dispositions danoises en vigueur sont considérées comme étant parfaitement suffisantes pour ce qui est de la mise en œuvre de la décision-cadre.

Depuis l'entrée en vigueur de la décision-cadre, le Danemark s'est donc conformé à ses obligations au titre de ladite décision-cadre. Toutefois, en raison d'une erreur regrettable, le Danemark n'a pas transmis en temps utile au Secrétariat général du Conseil et à la Commission le texte des dispositions juridiques danoises correspondantes, comme le requiert l'article 16 de la décision-cadre.

Il y lieu de noter que le ministère de la justice a demandé ce jour au "Director of Public Prosecutions" (procureur général) de s'assurer que le parquet suit les procédures prévues dans les dispositions de la décision-cadre. Une fois que le procureur général y aura procédé, le Secrétariat général du Conseil et la Commission en seront informés.

Eu égard notamment aux articles 4 et 16 de la décision-cadre, le ministère de la justice est en mesure d'informer le Secrétariat général du Conseil et la Commission de qui suit:

## **2. Transposition en droit danois conformément à l'article 16**

En vertu de l'article 16 de la décision-cadre, les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions de la décision-cadre au plus tard le 15 juin 2012 et communiquer, dans le même délai, le texte des dispositions transposant dans leur droit national les obligations découlant de la décision-cadre.

À cet égard, le gouvernement danois est en mesure de signaler que la décision-cadre n'a pas entraîné de modifications de la législation danoise. Les dispositions actuellement en vigueur dans ce domaine sont brièvement décrites ci-après:

### *Compétence dans le cadre des procédures pénales*

Les articles 6 à 12 du code pénal danois contiennent des dispositions générales relatives aux cas dans lesquels une infraction pénale relève de la juridiction pénale danoise. Ces dispositions précisent par exemple les procédures pénales qui relèvent de la compétence des juridictions danoises.

La règle générale concernant la compétence danoise dans le domaine en question est constituée par le principe dit "de territorialité", tel qu'il est décrit à l'article 6 du code pénal danois, lequel dispose que les actes commis au Danemark relèvent de la juridiction pénale danoise. Par ailleurs, il ressort des articles 7 à 8 *ter* du code pénal danois que, dans un certain nombre de cas, des actes commis en dehors du Danemark relèvent de la juridiction pénale danoise. C'est le cas par exemple lorsqu'une infraction est commise à l'étranger par un ressortissant danois ou lorsqu'elle vise un ressortissant danois (voir les articles 7 et 7 *bis* du code pénal danois) relatifs, respectivement, aux principes de personnalité active et passive).

En principe, le code pénal danois ne comporte pas de dispositions spécifiques régissant la possibilité d'exercer la compétence pénale du Danemark lorsque d'autres pays sont également compétents à l'égard d'une infraction spécifique, c'est-à-dire dans un cas de conflit de compétence.

Toutefois, s'agissant de cas où un autre pays est également compétent et a exercé cette compétence à des fins de poursuites pénales, il y lieu d'attirer l'attention sur l'article 10 *bis* du code pénal danois, qui dispose qu'une personne qui a fait l'objet d'une condamnation pénale en dehors du territoire danois ne peut pas, en principe, être poursuivi au Danemark pour la même infraction. Cette disposition reflète le principe "non bis in idem" selon lequel une personne ne peut pas être jugée deux fois pour la même infraction.

Une copie des articles 6 à 12 du code pénal danois est jointe en annexe (pièce jointe n° 1).

### *Conflits de compétence*

La législation danoise ne précise pas si c'est au Danemark ou à un autre pays qu'il appartient d'engager des poursuites pénales à l'égard d'une infraction relevant à la fois de la compétence du Danemark et d'un autre pays (conflit de compétence). S'il existe un désaccord sur la question de savoir s'il appartient au Danemark ou à un autre pays d'engager les poursuites dans une affaire donnée, le conflit de compétence serait résolu, dans un tel cas, de manière informelle par le biais de contacts informels entre le parquet du Danemark et les autorités de l'autre pays concerné.

S'agissant d'un éventuel conflit de compétence entre le Danemark et d'autres États membres, la possibilité existe de recourir à Eurojust conformément à la décision Eurojust.

### *Transmission de procédures pénales*

Les infractions visées par la Convention européenne du 15 mai 1972 sur la transmission des procédures répressives peuvent faire l'objet de poursuites conformément aux règles énoncées dans les parties I à IV de la convention et dans les dispositions de la loi n° 252 du 12 juin 1975 sur la transmission de procédures pénales vers un autre pays. Une copie du texte de cette loi est jointe en annexe (pièce jointe n° 2).

En vertu de l'article 5 de ladite loi, le ministre de la justice peut décider que la loi peut également s'appliquer aux relations entre le Danemark et un État qui n'est pas partie à la convention.

La Convention européenne du 15 mai 1972 sur la transmission des procédures répressives est complétée par un accord de coopération de 1970 entre les procureurs généraux des pays nordiques concernant les procédures judiciaires dans un pays nordique qui n'est pas celui dans lequel une infraction donnée a été commise.

### **3. Détermination des autorités compétentes conformément à l'article 4, paragraphe 2**

Conformément à l'article 4, paragraphe 2 de la décision-cadre, chaque État membre doit communiquer au Secrétariat général du Conseil le nom des autorités qui, conformément à son droit interne, sont compétentes pour agir conformément à la décision-cadre.

À cet égard, le ministère de la justice est en mesure de signaler que le parquet du Danemark sera, en pratique, l'autorité compétente pour ce qui est de la mise en œuvre de la décision-cadre au Danemark.

Il y a lieu de noter que, en application des dispositions de l'article 4, paragraphe 3, de la décision-cadre, le Danemark a désigné le "Director of Public Prosecutions" (procureur général) en tant qu'autorité centrale chargée de la transmission et de la réception des demandes d'information liées à l'article 5 de la décision-cadre et/ou aux fins d'assister les autorités compétentes dans le processus de consultation.

#### **4. Dispositions concernant les langues, conformément à l'article 14**

S'agissant des langues, conformément à l'article 14 de la décision-cadre, veuillez noter que le danois et l'anglais peuvent être utilisés dans le cadre de la procédure relative à la prise de contact conformément au chapitre 2 de la décision-cadre.

Le ministère de la justice tient à s'excuser pour la communication tardive de ces informations.

Pour toute question concernant la mise en œuvre de la décision-cadre par le Danemark, veuillez vous adresser à:

Camilla Brinch Rasmussen  
Ministère de la justice  
Slotsholmsgade 10  
DK - 1216 Copenhague  
Tél.: +45 7226 8523  
Courrier électronique: [crr@jm.dk](mailto:crr@jm.dk)

Veuillez noter que la Commission a reçu ce jour les mêmes informations.

(Formule de politesse)

(s.) Anne Vibe Bengtsen

---